

Jean-Christophe Rufin

Numéro du document: 2272 XDAT 19 octobre 2011

Des cafés

Les grands enjeux de la question alimentaire au XXIème siècle

Débat "Les grands enjeux de la question alimentaire au XXIème siècle" animé par Jean-Christophe Rufin (médecin, écrivain et diplomate français ; ancien président d'Action contre la faim) le mercredi 19 octobre à 18h sur la péniche la "Plateforme" à l'occasion du Festival du Musée des Confluences.



Présentation

Pour ouvrir ce Café Géo consacré à la question alimentaire, Yann Calbérac part du constat d'Amartya Sen : la Terre produit suffisamment de calories pour nourrir le monde. La géographie offre alors une entrée intéressante pour comprendre la question alimentaire : les enjeux ne sont pas uniquement centrés sur la production ou la productivité, mais aussi sur la répartition des denrées alimentaires. De plus, cette question de la répartition se pose à toutes les échelles : l'échelle monde (avec l'opposition classique entre Nords et Suds), l'échelle nationale et l'échelle régionale avec les contrastes villes/campagnes. Yann Calbérac présente alors l'intervenant, venu dans le cadre du festival du Musée des Confluences : Jean-Christophe

Rufin, médecin de formation, est impliqué dans différentes actions humanitaires via Médecins sans Frontières et Action contre la Faim dont il est l'ancien président, il a été Ambassadeur de France au Sénégal et est écrivain membre de l'Académie française.

Jean-Christophe Rufin précise d'emblée qu'il centrera son propos sur l'Afrique, et ce pour deux raisons : d'une part, dans notre position d'Européen, le continent africain apparaît comme le « *Sud d'en face* », exemple à la fois le plus évident et le plus proche ; d'autre part, le lieu où les problèmes alimentaires du XXe siècle ont été et sont toujours les plus criants, même s'ils ne faut pas oublier qu'ils existent aussi ailleurs. L'angle d'approche se centre par ailleurs sur « *ceux qui ne mangent pas* ».

Dans les débats actuels, le constat récurrent que font les économistes est schématiquement le suivant : « *au Nord on mange trop et au Sud on ne mange pas assez* ». Mais « *une fois que l'on a dit cela, on n'a rien dit* ». Au contraire, les problématiques réelles sont à chercher dans les détails, dans chaque pays, au cas par cas. D'ailleurs, souligne-t-il, l'Afrique n'existe pas : il y a des Afriques plurielles et des lieux particuliers, le sens du détail et de la nuance deviennent donc cruciaux.

Jean-Christophe Rufin propose alors quelques éléments du passé pour mieux contextualiser et comprendre l'état actuel de la question alimentaire. Avant toute chose, il insiste sur le fait que les pays des anciennes colonies françaises ont eu une alimentation conditionnée par leur position dans le pacte colonial. Il illustre ce constat avec l'exemple du Sénégal, pays qu'il connaît bien pour y avoir été Ambassadeur de France. En effet, durant la période coloniale, ce pays a été spécialisé dans la production d'arachide, au détriment des autres cultures céréalières locales ; recevant en échange du riz, denrée qui provenait alors d'une autre colonie française, le Tonkin. Ce système était possible à l'époque et, en un sens, équilibré, même si le riz importé était de mauvaise qualité. Aujourd'hui, si le plat national sénégalais, le *thiep bou dien*, est à base de riz brisé, c'est un héritage de ce passé colonial relativement récent. Cet exemple témoigne donc d'un premier glissement dès la fin du XIXe, d'une première transformation alimentaire qui fait passer une population d'une consommation traditionnelle à une consommation demandeuse de denrées extérieures et donc dépendantes des importations de riz. Ce pacte commercial a tenu tant que la culture d'exportation se vendait bien. Aujourd'hui, cette organisation pose problème, car le système d'exportation s'effondre. Une des solutions trouvées a alors été de produire du riz local, mais les populations ne l'aiment pas, désormais habituées au goût du riz brisé que le pays importait. Ainsi, Jean-Christophe Rufin conclut ce point en soulignant que, contrairement aux idées reçues, la mondialisation en Afrique n'est pas le premier épisode de cette transformation de la consommation alimentaire : elle a, en effet, été précédée d'autres ouvertures forcées.

Après ces quelques éléments de contextualisation, Jean-Christophe Rufin choisit d'insister sur un deuxième point essentiel à l'appréhension de la question alimentaire au XXe siècle : les crises alimentaires aiguës. « *C'est d'ailleurs à cela que l'on pense en premier* », fait-il remarquer. Après la décolonisation, chaque ancienne « métropole » a utilisé des méthodes différentes avec ses anciennes colonies. La France a préféré garder des liens très forts, sur un principe qui pourrait être résumé ainsi : « *nous vous garantissons la stabilité, au prix de votre liberté politique* ». De fait, il n'y a pas eu de crises majeures dans l'Afrique francophone entre 1960 et 1990, à l'exception du Tchad. Mais dans d'autres zones, la décolonisation a été bien plus brutale et des pays d'Afrique de l'est et d'Afrique australe - qui n'étaient d'ailleurs pas tous des anciennes colonies, en témoigne le cas de l'Ethiopie - sont devenus des enjeux au cœur de l'affrontement est-ouest à partir des années 1960. Les exemples sont nombreux : la décolonisation du Congo belge, suivie des turbulences autour de l'Afrique du Sud puis des décolonisations portugaises, la révolution éthiopienne, etc. Ces événements se sont souvent

traduits par des guerres extrêmement violentes et durables, avec une basse intensité militaire (la guerre au Mozambique a pu être décrite comme « *la plus mauvaise armée du monde contre la plus mauvaise guérilla du monde* »), mais avec un impact très fort sur les populations locales.

De ce fait, on constate que le facteur climatique est un facteur nécessaire mais non suffisant des épisodes de famine. Jean-Christophe Rufin insiste sur ce point : Une sécheresse dans un Etat qui fait son travail et où des paysans ont les moyens de réagir et de constituer des stocks, n'engendre pas de famine. Pour qu'il y ait famine, il faut que ces structures soient détruites, soit par la guerre, soit volontairement par le gouvernement (l'exemple du Darfour est ici très éloquent). Les grandes famines de 1985 étaient essentiellement dues à des raisons politiques. Aujourd'hui encore, dans la corne de l'Afrique, la Somalie, pays en situation de guerre civile, est touchée par la crise. Si les pays voisins et politiquement debout, l'Ethiopie notamment, sont également touchés, c'est que le « monde Somalie » déborde des frontières étatiques de la Somalie. Ce phénomène de diffusion s'est déjà constaté à la fin de la guerre froide, alors que l'Afrique de l'ouest, jusqu'alors relativement préservée des graves crises est à son tour touchée par la guerre. Après la chute du bloc soviétique, la guerre éclate au Libéria, alors qu'on ne l'attendait pas du tout, puisqu'il s'agit d'un pays plein de ressources (caoutchouc, diamants...) qui aurait pu s'ériger en modèle du point de vue économique ; en peu de temps, cette crise rejaillit sur les pays voisins (Sierra Leone, Côte d'Ivoire). Aujourd'hui, c'est le nord-Mali qui est affecté par la progression de l'AQMI, phénomène qui paralyse le tourisme et donc, un aspect important de l'économie et du développement du pays.

Jean-Christophe Rufin termine sa présentation en mettant l'accent sur un troisième élément clé : l'urbanisation, cette « *extraordinaire transformation* ». En effet, depuis un demi-siècle, on assiste au passage d'une Afrique rurale à une Afrique urbaine, phénomène sous-tendu par un accroissement démographique très fort. Pourtant, des années 1500 jusqu'aux années 1900, l'Afrique perdait des habitants, essentiellement du fait de la traite et des conditions sanitaires. Depuis, on constate une baisse continue et très rapide de la mortalité (grâce à l'arrivée de médecins, à des programmes médicaux, à des campagnes de sensibilisation, à une meilleure hygiène ...). Mais la transition démographique stagne, puisque la natalité ne diminue pas autant que la mortalité. A cela, plusieurs raisons, et notamment le désir d'enfants : au Niger par exemple, où l'on trouve encore un indice de fécondité à plus de sept enfants par femme en moyenne, les hommes déclarent ouvertement qu'ils souhaiteraient en avoir plus.

Aujourd'hui, l'Afrique frise le milliard d'habitants. Cet accroissement démographique continu, qui touche toute l'Afrique subsaharienne, s'accompagne de l'arrachement de ces populations à leur milieu traditionnel, c'est-à-dire le milieu rural. Les populations partent d'abord dans la petite ville, puis dans la grande, où aucun emploi ne les attend. Dans ces conditions, une question s'impose pour ces migrants : jusqu'où aller ? On observe ainsi depuis ces dernières décennies une extraordinaire mise en mouvement du continent. Cette situation est préoccupante, bien qu'elle soit porteuse de potentialités en termes de développement ou d'éducation.

L'un des problèmes majeurs qui se pose est la dépendance des urbains face aux denrées apportées de l'extérieur. Si à Abbis-Adeba (Ethiopie), la campagne reste très présente - chacun à son bananier, sa poule... - la plupart des villes ne présentent pas la même réalité. Les habitudes alimentaires changent : l'un des exemples les plus percutants est la consommation de pain, nouvelle et croissante dans les villes africaines. Or l'alimentation urbaine provient souvent d'aides alimentaires, avec des produits très différents des produits traditionnels africains. N'oublions pas que quand les guerres touchent les villes, les villes ne sont plus approvisionnées, et ce en Afrique comme en Europe. Les techniques de secours sont

extrêmement complexes. Pour le moment on n'a rarement été confronté à ce problème en Afrique, mais le jour où ça arrivera, la situation risque d'être très compliquée.

Débat

Question

Peut-on revenir sur un paradoxe que vous avez évoqué : c'est dans les campagnes qu'on produit la nourriture, mais c'est dans les campagnes qu'on risque le plus de souffrir de la faim, en cas de crise. En outre, peut-on identifier des progrès de l'agriculture africaine, en lien avec l'accroissement démographique ? Quels ont été les causes, les facteurs, de cette croissance africaine ?

Jean-Christophe Rufin

« *C'est un grand crime cette affaire* ». Jusqu'à une période très récente, les choix politiques, à toutes les échelles, se sont faits aux dépens des populations locales rurales. Pendant quarante ans on n'a parlé que d'industrialisation, de création d'emplois, d'infrastructures, etc. Les paysans ont été oubliés. En effet, on favorisait les villes car elles étaient beaucoup plus dangereuses politiquement. Ce calcul est resté très longtemps dans les têtes. Si, aujourd'hui, la Banque Mondiale a remis le monde rural au centre du développement, c'est relativement tardif.

Quant aux éventuels progrès de l'agriculture africaine, la réponse est claire : « *Non, l'Afrique ne s'est pas développée grâce à une augmentation de sa productivité, mais grâce à l'aide, aux soutiens, aux coopérations* ». Les chiffres prouvent effectivement que la productivité agricole reste très basse et les paysans sont très fragiles, d'autant plus qu'on les a privés de leur organisation traditionnelle. Il y a des contre-exemples, certes. Le Zimbabwe notamment a fait beaucoup parlé de lui : depuis l'indépendance, il a observé une augmentation de sa productivité agricole ; mais il faut garder à l'esprit que ces progrès ont été menés par des fermiers blancs, propriétaires de grands terrains, bénéficiant d'investissements lourds et spécialisés dans les cultures d'exportation. On voit bien les tensions à laquelle cela a conduit, cristallisées autour d'une remise en cause du monopole blanc. En définitive, on ne peut pas dire que l'Afrique ait eu une évolution favorable de sa productivité, contrairement à l'Inde ou à d'autres pays marqués par les Révolutions Vertes.

A l'heure actuelle, on observe un phénomène nouveau qui se produit à grande échelle et qui influence fortement le devenir de l'agriculture africaine : l'achat massif de terres par des étrangers, notamment asiatiques. Or cela ne se voit pas dans les statistiques, qui comptabilisent uniquement de la croissance agricole à l'échelle nationale, sans en distinguer les bénéficiaires. Mais cette situation est extrêmement préoccupante. Ces étrangers achètent pour leur propre compte ou pour développer des cultures non alimentaires sur plusieurs hectares. Le cas des roses, en Ethiopie notamment, est très frappant. Ces cultures sont pratiquement hors-sol et sont très spécialisées, ce qui les rend inaccessibles aux paysans locaux.

Question

On a pu observer des émeutes de la faim en Afrique. Quel est votre opinion sur les solutions sorties du G20 ?

Jean-Christophe Rufin

Il n'y a pas eu d'émeutes de la faim au Sénégal, mais des émeutes liées à l'augmentation des prix. En effet, ce n'est pas la famine qui pose problème, mais la spéculation. On peut faire le même constat au Niger, où la spéculation aggrave une situation de pénurie relative. Mais ces

phénomènes sont très différents de ceux qu'on a pu observer ailleurs, à Haïti par exemple. Pour ce qui est du G20, on peut résumer les enjeux ainsi : « *Ce n'est pas seulement un problème d'argent, c'est aussi un problème de savoir ce qu'on fait avec et comment on peut le rendre efficace* ». L'appel a été lancé par ACF, avec pour revendications centrales la régulation des marchés et surtout la mise en place de véritables filières dans ces pays. L'exemple du Sénégal est de nouveau pertinent : le pays achète 700 000 tonnes de riz à l'importation chaque année ; alors que des périmètres irrigués dans la région du fleuve Sénégal ont été créés pour développer des rizières ; le problème reste le coût (le riz produit sur place est plus cher que le riz importé) et la variété (les Sénégalais préfèrent le riz brisé auquel ils sont habitués). En outre, un manque de moyens et d'équipement favorisent la spéculation : s'il n'y a pas de silo pour stocker le riz produit, il sera donc mis sur le marché en bloc, le prix sera très bas, les spéculateurs vont l'acheter, attendre que les prix remontent en le stockant, et ainsi de suite. Ce cercle vicieux est accru s'il n'y a ni filières, ni coopératives. Le riz sénégalais est alors très peu diffusé dans le pays et ne profite qu'à la région dans laquelle il est produit. Finalement, la production a certes augmenté mais les importations n'ont pas diminué. Il ne faut donc pas oublier qu'il ne suffit pas de prendre des solutions simples, du type « *allez on plante !* ». Ce n'est pas si simple, toute une organisation doit être pensée. Une autre question fondamentale sur laquelle il faudrait se concentrer : la formation. En effet, dans les pays de l'arc antillais par exemple, les populations sont spécialisées dans les plantations de la canne à sucre. Ces paysans n'ont pas de réels savoir-faire agricoles, ils ne savent pas cultiver d'autres denrées que la canne à sucre. Quand les gens ont été spécialisés dans une culture, ils ont du mal à se re-spécialiser dans une autre. Cette question est encore plus problématique pour les urbains revenus à la campagne, auxquels il faut tout apprendre. Tout le savoir-faire agricole s'oublie très vite, en moins d'une génération.

Question

Que peut-on dire du dynamisme des agricultures périurbaines ? Ne serait-ce pas une voie pour le développement d'une agriculture équilibrée en relation avec les villes ?

Jean-Christophe Rufin

C'est très frappant à Port-au-Prince, mais cela reste très artisanal. Le rayon d'action de cette agriculture n'est pas très large. La vraie question est celle-ci : quelle politique est suivie par l'Etat ? En Haïti, dans les années 1990, Bill Clinton a mené le pays en imposant la libération complète des produits. Aussi les paysans, même de la périphérie, ne peuvent pas rivaliser avec les produits américains importés et dont les prix défient toute concurrence. Le problème actuel, dans la quasi-totalité de ces pays, est donc le suivant : Comment s'articule l'équilibre entre l'importation à bas coût et l'aide d'une part et la consommation locale d'autre part ? Il faut insister dans un second temps sur cette question de l'aide : « *dans des cas aigus, il est évident qu'il faut savoir s'arrêter* ». L'exemple du Bangladesh est très net de ce point de vue : les ONG arrivaient dès qu'il y avait une inondation ; or dans ces cas précis de crues, il y a généralement très peu de blessés. De ce fait, les opérations de secours avec notamment de la nourriture gratuite, ne sont pas pertinentes, d'autant plus qu'elles cassent le marché et découragent les paysans des environs. Le vrai enjeu est porté par les ONG-développement, autour de la construction des digues en particulier. Aujourd'hui, on essaye de regarder la situation globale pour mieux encadrer l'aide : quand les prix des pays voisins s'effondrent, il faut l'arrêter. Mais toutes les ONG ne se prêtent pas au jeu : aux Etats-Unis notamment, les ONG font du marketing avec leur nombre de rations distribuées.

Question

Peut-on revenir un moment sur votre parcours : vous avez été successivement président

d'ONG et diplomate, quelle différence avez-vous pu constater dans les discours ? Comment se situer par rapport à ces deux missions ?

Jean-Christophe Rufin

Je suis resté le même. J'ai d'ailleurs gardé avec le Sénégal des relations extrêmement fortes. Ce n'est pas le même métier : diriger une ONG, c'est se situer dans des moments très particuliers, des moments de crises, alors que l'ambassadeur est là tout le temps, pour le meilleur et pour le pire. Le président d'une ONG a un peu un rôle de pompier, même si ACF a aussi des missions de développement à long terme. A l'inverse, le diplomate, en situation de crise, est plutôt mal à l'aise. On le rappelle souvent dans ces cas-là.

Je suis resté dans la même aire géographique, et la connaissance du monde africain m'a été utile pour les deux métiers. Si ACF est une organisation humanitaire, il y a aussi une dimension non pas humanitaire mais très humaine dans la diplomatie. Il s'agit de la dimension consulaire, qui traite des questions se rapportant aux citoyens français, aux visas, à la circulation des personnes, aux des familles, aux étudiants... Ce n'est pas un métier désincarné.

Question

Est-ce que les OGM prennent en Afrique ? Y a-t-il un débat à ce sujet ?

Jean-Christophe Rufin

Oui, il y a des débats, mais l'approche est très différente selon les influences. En effet dans les pays anglophones, sous influence britannique et américaine, les OGM sont beaucoup plus proposés.

Notre intervenant passe alors la parole à Benoît Miribel

La question des OGM est à la fois une question de société et une question scientifique. Scientifiquement, il n'a pas été prouvé que les produits OGM étaient dangereux pour la santé humaine. Ce qu'ACF surveille plutôt, c'est la dépendance des sociétés. Depuis quelques années, on a pris conscience du potentiel du continent africain, qui est une véritable réserve de développement agricole. Mais la contre-partie de cette prise de conscience est ce phénomène d'accaparement des terres dont nous avons déjà parlé. Ainsi les populations pauvres se retrouvent face à des marchés auxquels elles n'ont pas accès. En outre, il est absolument nécessaire de repenser l'aide alimentaire qui, par son action, a contribué à la déstructuration de l'économie locale. En ce moment, ACF mène un plaidoyer à l'attention du G20 justement autour de cette dépendance à l'aide. En effet, il n'y a pas de régulation au niveau mondial des questions alimentaires. Or on va observer une redistribution des cartes d'ici 2050, d'où le déploiement des pays du Nord ou des puissances émergentes dans ces régions, un processus qui entraîne une pression sur les ressources. Ainsi, pour conclure sur la question des OGM, il faut replacer le débat dans un système bien plus large de vulnérabilités et dépendances.

Question

Peut-on questionner le rapport à l'alimentation ? Y a-t-il des politiques pour construire ou reconstruire un mode de représentations de la campagne qui aurait pour objectif de ramener des populations, de réimplanter des filières, etc. Quelles campagnes promeut-on notamment dans la sphère politique ?

Jean-Christophe Rufin

L'image des campagnes est en effet très mauvaise. Même les bidonvilles sont mieux considérés, puisqu'ils offrent un accès aux soins, à l'éducation, que les populations n'auraient pas dans les campagnes. Mais ces représentations varient beaucoup en fonction du contexte.

Au Brésil par exemple, les images véhiculées sont très contrastées, entre les campagnes pauvres du nord et les campagnes du sud qui cristallisent un imaginaire du succès rural. En Afrique, les campagnes connotent la peur, l'insécurité. Cette représentation est très bien illustrée par le film *Congo River*, où l'on s'enfonce dans des zones de plus en plus dangereuses. Des politiques sont menées, comme le plan REVA au Sénégal, mais elles sont imposées à la population et ne suscitent pas un grand enthousiasme. On ne peut néanmoins pas réduire cette question à un enjeu *marketing*. L'exemple de la condition des femmes en témoigne : la société traditionnelle à la campagne ne leur est pas très favorable en termes d'éducation ou d'indépendance.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net